

<http://www.snetap-fsu.fr/L-EAP-a-la-tribune-de-L-humanite.html>



L'EAP à la tribune de L'humanité

- Nos Actions -



Date de mise en ligne : mardi 20 septembre 2011

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Le monde agricole et rural est en pleine crise. Après des décennies caractérisées par la concentration de la production, l'effondrement de l'emploi, et des revenus agricoles, les dégâts environnementaux...

Il est temps de réfléchir aujourd'hui à une agriculture tournée vers la réponse au besoin humain, d'une alimentation saine et accessible, d'un aménagement équilibré du territoire, de recréer de l'emploi agricole.

Et pour cela, **la formation professionnelle et l'éducation des jeunes doit jouer pleinement son rôle**, pas seulement pour accompagner cette ambition, mais surtout pour l'anticiper et l'impulser.

Seul un enseignement agricole public fort serait en capacité de répondre au défi de la faim par la promotion d'une agriculture paysanne, « relocalisée », écologique.

L'enseignement agricole est pourtant bien méconnu du grand public, alors que tous ceux qui se sont penchés sur lui reconnaissent unanimement ses qualités : ses taux d'insertion professionnelle, son rôle de réinsertion scolaire d'élèves qui ne trouvent pas leur voie à l'éducation nationale et qui, sans l'enseignement agricole en viendraient à être exclus du système scolaire.

Les établissements publics d'enseignement agricole, parce qu'ils sont à taille humaine, qu'ils proposent des activités pratiques (présence d'exploitations agricoles, d'ateliers technologiques) des activités socio-culturelles ou sportives, **permettent à de nombreux jeunes d'y trouver leur voie.**

La coexistence, dans ces lycées, des trois voies de formation (générale, technologique et professionnelle) font cohabiter des populations de jeunes d'origines sociales diverses qui s'enrichissent mutuellement. De même, la présence, dans les mêmes établissements, de formations professionnelles pour les adultes ou de formations par apprentissage, leur permet d'offrir une réponse adaptée.

Mais les établissements publics d'enseignement agricole ont aussi d'autres rôles importants pour les territoires ruraux : **ils contribuent à l'aménagement du territoire et à son animation** et par les activités de leurs exploitations et ateliers technologiques, à des expérimentations et à leur vulgarisation qui profite aux agriculteurs.

Aujourd'hui, en France, les élèves de l'enseignement agricole sont majoritairement scolarisés dans l'enseignement privé (63,3%). **Depuis 6 ans, les suppressions d'emplois** (80 à cette rentrée) répondant au dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, **ont conduit à la fermeture de près de 250 classes dans l'enseignement public**, à y plafonner les effectifs de classes pour éviter les dédoublements, le conduisant, à chaque rentrée, à refuser des élèves par centaines.

Bien que le Ministre de l'Agriculture n'ait pas encore annoncé ses perspectives budgétaires pour 2012, les annonces gouvernementales sur sa politique en matière de services publics confirment son intention de continuer à casser l'outil d'enseignement public, au profit du développement de l'enseignement privé, et de solutions individuelles qui contribuent à amplifier les inégalités sociales.

Cette stratégie d'assèchement de l'enseignement agricole public, non seulement pénalise les cohortes de jeunes qui ne trouvent plus dans le service public la réponse à leurs besoins de formation, mais s'inscrit totalement dans la politique de la droite de privilégier une agriculture où la productivité et la compétitivité sont les maître mots, même si cela doit se faire au détriment de l'environnement et au mépris du maintien d'un tissu social dans les territoires ruraux.

Il est urgent aujourd'hui d'alerter l'opinion publique sur les conséquences de cette stratégie et de cette politique. C'est

une des premières missions que s'est assigné le **Comité Permanent de défense et de Développement de l'Enseignement Agricole Public**, créé en novembre 2009, et qui réunit syndicalistes ([FSU](#), [CGT](#), [MODEF](#), Confédération paysanne, [FIDL](#)), partis politiques (PS, PCF, EE-[LV](#), PG, NPA) et associations ([FCPE](#)).

Il avait décidé pour cela d'aller à la rencontre des acteurs de terrain (élus locaux ou régionaux, parlementaires, parents, professionnels, personnels), à travers des « **opérations-vérité** », destinées à les alerter sur la situation de ce secteur d'enseignement et **créer une mobilisation du plus grand nombre pour redonner souffle et vie à l'enseignement agricole public**.

4 opérations-vérité ont eu lieu au printemps dernier et ont conduit au lancement d'un Manifeste qui est proposé à la signature de tous ceux qui se retrouvent dans nos orientations (www.petition-eap.org).

Le 5 septembre, jour de la rentrée scolaire, nous nous sommes retrouvés à Guingamp pour une 5ème opération, au cours de laquelle nous avons rendues publiques dix propositions, dont la première consiste à « **restaurer la part des lycées agricoles publics à hauteur de 50% de l'offre en formation initiale par voie scolaire dans l'enseignement agricole en 5 ans**, notamment par la relance volontariste de l'offre publique dans le domaine des 4ème-3ème de l'EA et dans celui des services aux personnes ».

Jean-Luc FICHET, Sénateur PS du Finistère

Xavier COMPAIN, chargé de l'Agriculture, de la Forêt et de la Pêche au PCF

René LOUAIL, Conseiller Régional EE-LV de Bretagne

Jean-Marie LE BOITEUX, Secrétaire Général du SNETAP-FSU

Article paru le 20 septembre dans *L'humanité*